

Nations Unies
ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 944^e
SÉANCE

Mercredi 4 décembre 1963,
à 11 heures

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
Point 12 de l'ordre du jour: Rapport du Conseil économique et social (suite)	417
Point 36 de l'ordre du jour: Situation et opérations du Fonds spécial	418
Point 37 de l'ordre du jour: Programmes de coopération technique des Nations Unies: a) Examen des activités	418

Président: M. Ismael THAJEB (Indonésie).

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (A/5503, chap. VII, sect. I à III; A/C.2/L.746/Rev.2 et Add.1) [suite]

1. M. KHALIL (République arabe unie) annonce que, pour tenir compte des vues exprimées par le représentant du Ghana à la séance précédente, les auteurs ont modifié le titre du projet de résolution (A/C.2/L.746/Rev.2 et Add.1) comme suit: "Coopération internationale pour l'application de la science et de la technique au développement économique et social".

2. M. VIDAL ZAGLIO (Uruguay) appuie le projet de résolution, et surtout l'idée d'un programme de coopération internationale, et annonce son intention de se joindre aux auteurs. Dans la déclaration qu'il a faite à la 881^{ème} séance de la Commission, le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a souligné l'importance de la Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées. Le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement ne devrait pas s'en tenir aux questions théoriques; il devrait s'efforcer de répondre aux besoins sociaux et économiques de tous les peuples. Il faut utiliser les ressources de la science et de la technique pour élever les niveaux de vie, afin que les peuples puissent bénéficier des droits proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui n'est pas encore entièrement appliquée.

3. M. MACIEL (Brésil) dit qu'indubitablement il y a pénurie de techniciens dans les pays en voie de développement, mais qu'on n'utilise pas à fond les services des techniciens disponibles. L'adaptation de la science et de la technique aux besoins des pays en voie de développement dépend des conditions culturelles et de la structure économique et sociale de ces pays. La science est internationale, mais la culture a plutôt un caractère national ou régional. La coopération mentionnée au paragraphe 3 du dispositif du

projet de résolution devrait viser à résoudre non seulement des problèmes techniques, mais également les problèmes sociaux qui empêchent les progrès technologiques. A la séance de clôture de la Conférence, M. Abdus Salam, conseiller scientifique principal du Président du Pakistan, a dit que le développement et la planification sont la prérogative non pas des hommes de science, mais des administrateurs civils. Il importe que les gouvernements connaissent l'opinion des hommes de science et des conseillers techniques, qui devraient exercer une plus grande influence par l'intermédiaire des institutions gouvernementales et des organes privés. Comme il est dit au paragraphe 4 du dispositif, les institutions spécialisées devraient être consultées. L'UNESCO, en particulier, a déjà accompli un travail considérable en ce qui concerne les instituts nationaux et régionaux mentionnés à l'alinéa b du paragraphe 6 du dispositif, et l'on devrait tenir compte de son expérience.

4. M. TELL (Jordanie) dit que sa délégation est en accord avec les vues exprimées par le représentant de la Yougoslavie (942^{ème} séance) au sujet du Comité consultatif. A la trente-sixième session du Conseil économique et social, la délégation jordanienne a fait observer que la création d'un comité consultatif ou d'un nouvel organisme quelconque des Nations Unies ne serait peut-être pas le meilleur moyen de réaliser les objectifs de la Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées. Toutefois, puisque le projet de résolution dont la Jordanie était coauteur n'a pas été adopté, la délégation jordanienne a finalement voté pour le projet qui est devenu la résolution 980 (XXXVI) du Conseil. Il faut espérer que l'application du projet de résolution dont la Commission est saisie fera apparaître la nécessité d'apporter des modifications au système prévu.

5. M. CARRILLO (El Salvador) dit que la Conférence a revêtu une très grande importance pour les pays en voie de développement et pourrait constituer un événement décisif de la Décennie des Nations Unies pour le développement et de l'histoire de l'Organisation. Il semble que le Secrétaire général ait déjà entrepris les consultations demandées au paragraphe 4 de la résolution 980 A (XXXVI) du Conseil, qui a créé le Comité consultatif. On doit espérer qu'il sera tenu compte des demandes de l'Amérique latine lorsque les membres du Comité consultatif seront désignés. Le projet de résolution dont la Commission est saisie a une portée modeste. Comme il est indiqué au paragraphe 225 du rapport du Secrétaire général (E/3772 et Add.1), ce dernier a envisagé la création d'une nouvelle institution. Toutefois, le projet de résolution traite seulement de la possibilité d'élaborer un programme de coopération internationale et, étant donné les résultats de la Conférence, il aurait peut-être été opportun de demander davantage.

6. M. HIREMATH (Inde) dit que les peuples devraient être libérés de la faim, de la maladie et de l'ignorance

en même temps qu'ils acquièrent l'indépendance politique. Les pays en voie de développement ne peuvent pas simplement importer leur révolution industrielle de l'étranger. Dans l'équation du développement, les matières premières essentielles du bien-être économique sont une constante, mais la science et la technique sont des variables. Bien que la technique soit internationale, les attitudes politiques ont gardé jusqu'à une époque récente un caractère obstinément national. Un nouvel esprit international s'est manifesté à la Conférence, et le projet de résolution a pour objectif de consolider et d'accentuer les progrès qui y ont été réalisés. Ce projet prévoit des mesures concrètes en vue d'assurer dans le monde une répartition plus équitable des connaissances et de leurs bienfaits.

7. Le Secrétaire général a déjà consulté de nombreux gouvernements sur la composition du Comité consultatif, et il veillera certainement à ce qu'il soit constitué comme il convient. Le représentant d'El Salvador a fait observer que le projet de résolution a une portée modeste, mais, d'après le paragraphe 4 du dispositif, tous les gouvernements auront la possibilité de présenter des observations sur la nature et l'envergure du programme de coopération.

8. M. GHEBEH (Syrie) rappelle qu'il a souligné, au cours de la discussion générale (892^{ème} séance), l'importance que sa délégation a attachée à la Conférence, où s'est révélé un changement d'attitude à l'égard de la question. La délégation syrienne se félicite de la décision de créer un comité consultatif qui, en raison de sa structure et de son mandat, devrait pouvoir répondre aux besoins de la communauté mondiale, et donc réaliser les objectifs du projet de résolution.

9. M. JANTUAH (Ghana) se félicite du changement de titre du projet de résolution et annonce que sa délégation en deviendra coauteur.

10. M. KARAKOYLU (Turquie) dit que la Conférence, à laquelle son pays a participé activement, a eu un succès remarquable. Les auteurs du projet de résolution ont essayé de trouver un moyen de traduire ses résultats en un programme pratique qui aidera à favoriser le progrès des pays en voie de développement. M. Karaköylü espère que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

11. M. SAID (Yémen) fait observer que, si la science et la technique ont un grand rôle à jouer dans le progrès économique et social des pays en voie de développement, il serait futile d'introduire sans discrimination dans tous les pays en voie de développement les procédés scientifiques et techniques employés dans les pays industriels, puisque les conditions varient d'un pays à l'autre. Toutefois, la délégation du Yémen accueille le projet de résolution avec satisfaction et espère que les changements nécessaires seront apportés aux conditions de transfert de la science et de la technique, de manière à permettre aux pays en voie de développement d'utiliser au mieux leurs ressources.

A l'unanimité, le projet de résolution (A/C.2/L.746/Rev.2 et Add.1) est adopté.

POINT 36 DE L'ORDRE DU JOUR

Situation et opérations du Fonds spécial (A/5540)

12. Le PRÉSIDENT attire l'attention des membres de la Commission sur la note du Secrétaire général

(A/5540) et sur la résolution 964 (XXXVI) du Conseil économique et social, qui contient un projet de résolution relatif à l'élargissement du Conseil d'administration du Fonds spécial, dont le Conseil recommande l'adoption par l'Assemblée générale.

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

POINT 37 DE L'ORDRE DU JOUR

Programmes de coopération technique des Nations Unies (A/5503, chap. VIII; A/5541):

g) Examen des activités (A/C.2/L.753 et Add.1 à 3 et Add.3/Corr.1)

13. M. BEN SAOUD (Libye) présente le projet de résolution (A/C.2/L.753 et Add.1 à 3 et Add.3/Corr.1), qui vise à donner effet à la résolution 951 (XXXVI) du Conseil économique et social, et rappelle que le programme OPEX a été mis en œuvre à titre d'essai en 1959, à la suite de l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 1256 (XIII). Le Gouvernement de la Libye a été l'un des premiers à reconnaître la valeur potentielle de cette forme particulière d'assistance technique, qui complète l'aide substantielle que l'ONU et les institutions spécialisées ont accordée à la Libye sous forme de conseils d'experts et de bourses. La Libye a donc signé un accord OPEX avec les Nations Unies au début de 1959 et les deux premières nominations ont été faites la même année. L'UNESCO a pris des mesures de bonne heure en vue de financer, au titre de son budget ordinaire, un programme permettant de fournir les services de personnel d'exécution dans l'enseignement et dans d'autres domaines, et l'OMS a récemment adopté des mesures analogues. L'assistance OPEX est de plus en plus demandée et de nombreux gouvernements ont signé les accords correspondants avec les Nations Unies.

14. C'est dans ces conditions que le Conseil a adopté sa résolution 951 (XXXVI), où il reconnaît que l'assistance OPEX ne saurait se limiter aux attributions de crédits relativement restreintes prévues au titre du budget ordinaire des Nations Unies et de celui des institutions spécialisées qui suivent une pratique analogue. L'adoption, par l'Assemblée générale, du projet de résolution permettrait aux gouvernements de bénéficier, s'ils le désiraient, des ressources plus larges du Programme élargi d'assistance technique pour obtenir les services de personnel d'exécution ou d'experts à leur gré.

15. Certains gouvernements ont exprimé des réserves sur le bien-fondé de la mesure proposée. Rien dans le projet de résolution ne modifierait le type d'assistance technique que les gouvernements reçoivent au titre du Programme élargi. D'autres gouvernements ont douté de l'opportunité de cette forme d'assistance. Pourtant, la question a fait l'objet de débats approfondis, à la Deuxième Commission comme au Conseil. La plupart des gouvernements jugent souhaitable que les Nations Unies fournissent une telle assistance; par conséquent, l'emploi à cette fin des crédits du Programme élargi serait conforme aux principes directeurs fixés par le Conseil à sa neuvième session [résolution 222 (IX)], à savoir que l'assistance technique doit être accordée à la demande des gouvernements et sous la forme qu'ils indiquent. La proposition permettrait aussi une coordination plus étroite des divers types d'assistance technique.

16. Le projet de résolution contient deux dispositions qui, il faut l'espérer, satisferont les gouvernements qui préconisent la prudence: d'une part, on ne préjuge en rien les importants travaux du Comité spécial créé en vertu de la résolution 851 (XXXII) du Conseil pour coordonner les activités d'assistance technique; d'autre part, l'emploi des fonds du Compte spécial du Programme élargi pour l'envoi de personnel d'exécution se fera à titre d'essai.

17. M. Ben Saoud espère que la Commission adoptera le projet de résolution.

M. Fernandini (Pérou), vice-président, prend la présidence.

18. M. RENAUD (France) rappelle que sa délégation a donné son avis sur le programme OPEX et sur la façon dont il devrait être coordonné avec les programmes d'assistance technique lors de la trente-sixième session du Conseil. Il n'est pas douteux que ce programme répond aux besoins immédiats des pays en voie de développement, mais ceux-ci devraient contrôler eux-mêmes leurs besoins. Le principal but de l'assistance technique est de former des cadres et des experts nationaux capables de remplacer progressivement le personnel étranger. On doit y parvenir soit par la formation en cours d'emploi, soit par l'augmentation du nombre des bourses d'études à l'étranger. Le programme OPEX peut donc dans ce domaine être considéré comme un complément du Programme élargi. Or, selon le projet de résolution, le programme OPEX continuerait à relever du programme ordinaire d'assistance technique, et le Programme élargi constituerait en quelque sorte, en ce qui concerne l'assistance OPEX, une extension du programme ordinaire. M. Renaud souligne que le programme OPEX est temporaire et ne pourra jamais remplacer la formation de cadres nationaux. La délégation française votera cependant en faveur du projet de résolution, étant entendu que les conditions suivantes devraient être remplies.

19. Le programme OPEX sera progressivement absorbé par le Programme élargi et retiré graduellement du programme ordinaire. En transférant les activités OPEX au Programme élargi, il conviendra d'insister sur son caractère temporaire. La formation et l'assistance données au titre du programme OPEX doivent être conçues de manière à permettre aux cadres nationaux de remplacer le personnel international aussi vite que possible. Au fur et à mesure que les activités OPEX passeront du programme ordinaire au Programme élargi, les ressources dégagées dans le premier devront servir à l'assistance au développement industriel.

20. M. BOIKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) note qu'en adoptant le projet de résolution l'Assemblée générale approuverait le transfert de crédits indéterminés, prélevés sur le Compte spécial du Programme élargi. En présentant le projet de résolution, le représentant de la Libye a rappelé que le projet qui est devenu la résolution 951 (XXXVI) du Conseil a été adopté après un débat prolongé. En effet, il a rencontré une forte opposition lorsqu'il a été examiné à la trente-sixième session du Conseil.

21. Le libellé du paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution à l'étude contrevient à l'intention des auteurs d'obtenir l'emploi de fonds du Programme élargi en sus des ressources déjà allouées dans le cadre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Comme les auteurs paraissent inca-

pables d'éliminer cette contradiction, la délégation de la RSS d'Ukraine ne peut appuyer le projet de résolution sous sa forme actuelle. L'envoi de personnel d'exécution au titre du Programme élargi s'effectuerait au détriment d'autres activités. Les principes qui régissent le Programme élargi ne devraient pas être modifiés si l'on ne convient pas d'abord de le fusionner avec le programme ordinaire. Les auteurs n'ont pas voulu se prononcer sur cette fusion et ont donc fait figurer au paragraphe 2 du dispositif une réserve selon laquelle l'application de leur proposition ne préjuge en rien les problèmes dont le Comité spécial est saisi au sujet de la coordination entre les divers programmes de coopération technique.

22. Les auteurs pourraient songer à préciser le titre de leur projet et à mentionner dans le préambule la nécessité finale de fondre le programme ordinaire et le Programme élargi en un programme unique fondé sur les principes du Programme élargi. De nombreux représentants ont déjà préconisé cette fusion, qui assurerait une meilleure coordination des activités d'assistance technique, objectif souhaitable recommandé dans des résolutions précédentes et dans le rapport intérimaire du Comité spécial (E/3750). La fusion des deux programmes simplifierait l'administration, réduirait le personnel, diminuerait les coûts, faciliterait le contrôle des Etats Membres et aboutirait à une organisation plus souple et plus démocratique. Les auteurs devraient aussi préciser le montant exact des crédits du Programme élargi qui doivent servir aux activités OPEX.

23. M. BOLT (Nouvelle-Zélande) déclare que son pays, qui participe activement aux travaux du CAT, a toujours pensé que les ressources du Programme élargi doivent être attribuées selon les vœux des gouvernements bénéficiaires. Manifestement, ces gouvernements demandent à bénéficier du programme OPEX, ce qui ne devrait pas leur être refusé. Il est surprenant qu'on puisse mêler au débat une question qui ne s'y rapporte pas, à savoir la fusion du programme ordinaire et du Programme élargi. L'addition au préambule proposée par le représentant de la RSS d'Ukraine sort complètement du cadre du projet de résolution. M. Boiko a également prétendu que les ressources du Programme élargi seraient attribuées au programme OPEX au détriment d'autres activités. C'est une pure erreur. Il n'est pas question de transférer un montant déterminé d'un programme à un autre. Le principe même du Programme élargi est que les pays intéressés établissent leur ordre de priorité; s'ils désirent utiliser une partie de leurs allocations pour l'assistance OPEX, ils doivent en avoir la faculté.

24. Le représentant de la France s'est inquiété davantage des restrictions qualitatives à l'assistance OPEX. Il a eu tout à fait raison de déclarer que ce programme est purement temporaire. Le paragraphe 3 du dispositif de la résolution 951 (XXXVI) du Conseil répond à sa préoccupation touchant l'importance de la formation, tandis que le paragraphe 6 contient d'autres dispositions qui inciteront les gouvernements bénéficiaires à peser soigneusement toute demande d'assistance OPEX. Les auteurs n'écartent pas la possibilité, si l'on recourt davantage aux ressources du Programme élargi, d'employer à d'autres usages les économies réalisées au titre du budget ordinaire. C'est là une question qu'il ne faut pas préjuger: tout dépend des souhaits des gouvernements bénéficiaires. En tout état de cause, M. Bolt constate avec satis-

faction qu'il ressort implicitement de la déclaration du représentant de la France que la diminution des charges du budget ordinaire ne s'accompagnera pas d'une diminution correspondante de son montant total.

25. M. CARRILLO (El Salvador) persiste à douter de la nécessité du programme OPEX et ne comprend pas pourquoi les auteurs cherchent à faire adopter leur projet de résolution avant qu'on dispose du rapport final du Comité spécial. Ainsi qu'il ressort du rapport du CAT sur sa session de juin 1963 (E/3783), un projet de résolution concernant l'envoi de personnel OPEX au titre du Programme élargi a été mis aux voix mais n'a été appuyé que par 19 des 30 membres du CAT. Sur les 11 autres, 7 se sont abstenus et 4 étaient absents. Des 5 pays d'Amérique latine représentés au CAT, 3 étaient absents et 2 se sont abstenus. Le même texte est venu en discussion à la trente-sixième session du Conseil et, malgré une opposition considérable, a été adopté avec une précipitation malencontreuse; il s'agit de la résolution 951 (XXXVI). A la même session, le Conseil a également adopté la résolution 954 (XXXVI), qui transmet aux Etats Membres le rapport intérimaire du Comité spécial (E/3750) et prie le Secrétaire général d'établir une analyse des opinions reçues, qui devra être prête au début de 1964 pour aider le Conseil à examiner le rapport définitif du Comité spécial. Il est donc difficile de comprendre pourquoi la ques-

tion est à nouveau considérée comme urgente. Quoi qu'il en soit, on ne voit guère de raison de modifier la doctrine fondamentale du Programme élargi.

26. M. GHASUS (Afghanistan) explique que son pays figure parmi les auteurs du projet de résolution, car il se rend compte que le budget ordinaire ne suffit pas à répondre aux nombreuses demandes d'assistance OPEX. L'objet du texte est des plus clairs, à savoir entériner la résolution 951 (XXXVI) du Conseil, sans préjuger les conclusions du Comité spécial. Le programme OPEX reste expérimental et il sera examiné par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session. Les pays bénéficiaires demeurent libres d'opter pour l'assistance OPEX ou pour toute autre forme d'assistance. M. Ghaus estime, comme le représentant de la France, que le programme OPEX est purement temporaire et que la tâche des fonctionnaires envoyés à ce titre consiste en grande partie à former des ressortissants des pays bénéficiaires capables de les remplacer. Les auteurs du projet de résolution ne peuvent accepter la proposition de la RSS d'Ukraine relative au préambule, car elle sort du cadre du texte; toutefois, ils sont disposés à reprendre le titre de la résolution 951 (XXXVI) du Conseil: "Envoi de personnel d'exécution au titre du Programme élargi d'assistance technique".

La séance est levée à 13 h 10.